

l'isolement de celui-ci des masses. Certes, le Comité de grève avait demandé aide au P.I.R., mais le P.I.R. avait décidé de mater tout mouvement pouvant paralyser les mines ou les chemins de fer ; cette tactique étant, à son avis, la meilleure et la plus efficace façon d'aider la « démocratie » nord-américaine. Cet abandon des masses de la part du P.I.R. fut d'autant plus aisé que le P.I.R. ne comptait pas de cadres capable d'exercer un contrôle effectif.

On a fait état des notes par lesquelles la firme minière Patino imposa au gouvernement le chemin de la répression sanglante. Le P.I.R. collabora à cette politique répressive, mais cela n'empêcha pas qu'il se vit traqué à son tour. La grève ne parvint pas se transformer en un mouvement politique, et elle fut impuissante dans son isolement. La seule façon d'éviter une telle issue, c'était d'élargir le mouvement, c'est-à-dire de le pousser au lieu de le freiner, mais les ouvriers furent honteusement trahis par leur direction.

Lors des interpellations parlementaires concernant la grève, le M.N.R. prit l'initiative de l'attaque et capitalisa politiquement l'agitation populaire. Quant au P.I.R., dans un rôle effacé, il se limita à applaudir le M.N.R. L'activité du M.N.R. fut ouvertement stimulée par le ministre Silveira Arze, un de ceux qui avaient organisé le massacre des mineurs, mais qui cherchait à anéantir politiquement le P.I.R. Il faut dire qu'au temps du Front Démocratique Antifasciste, ce même M. Arze déclara s'être trompé en appuyant le M.N.R. contre le P.I.R.

Si on part de la violente campagne anti-yankee menée par le M.N.R. quand il était dans l'opposition, on pourrait dire que le gouvernement Villarroel-Estensoro avait l'intention de prendre des mesures contre l'impérialisme. Or en examinant la politique des précédents gouvernements dans ce domaine, et dont nous avons fait mention plus haut, on peut conclure que le désir du gouvernement Villarroel-Estensoro de lutter contre l'impérialisme n'avait d'autre but que de faire pression sur les U.S.A. pour leur arracher des gains importants pour l'économie nationale et satisfaire les besoins de l'Etat bolivien en détresse. Sa volonté anti-impérialiste, il l'exprima en mobilisant la classe ouvrière, mobilisation par laquelle, disons-le en passant, le gouvernement cherchait en outre à se défendre contre les menaces de la féodo-bourgeoisie. Le bilan de trois années de vie gouvernementale démontre que Villarroel fut moins progressiste que ne l'avaient été ses devanciers Toro et Busch, il ne nationalisa aucune branche de l'économie ni n'obligea les maîtres des mines à vendre 100 % des devises or. La terre restait dans les mains de ses tenanciers, l'expérience démontrait dans ce domaine que les formes du servage, puisqu'elles sont attachées à des formes de propriété données, ne peuvent être modifiées par telle ou telle mesure législative. Seule la réforme des lois sociales parvint à satisfaire quelques exigences de la classe ouvrière. Une des plus im-

portantes — la loi sur la retraite volontaire — fut adoptée par le législatif et acceptée par le président qui disait être « plus ami des pauvres que des riches » et considérait cette loi comme étant opposée aux intérêts des industriels. Enregistrons le fait, assez illustratif de la politique parlementaire du M.N.R., que celui-ci s'opposa au projet du gouvernement concernant l'impôt progressif sur la grande propriété. On avait promis aux masses paysannes de les libérer, mais quand elles se mirent à partager les latifundias, elle furent écrasées par les forces répressives du gouvernement.

L'importante mobilisation ouvrière fut contrôlée de près par le gouvernement. La F.S.T.M.B. (Fédération des mineurs), l'organisation syndicale la plus importante du pays, avait été organisée par le gouvernement au Congrès de Huanuni en 1944, de façon à faire du ministère du Travail la direction politique de la Fédération. Toujours sous les auspices du gouvernement, on constitua aussi l'Union des ouvriers du textile et la Fédération des travailleurs des farines, deux organisations aujourd'hui presque inexistantes. Avant 1943 fonctionnait dans la région de Oruro et dans une partie de Potosi une centrale de mineurs, les syndicats du textile y dépendant d'organisations départementales. Le gouvernement parvint à arracher au P.I.R. le contrôle des masses, la C.S.T.B. perdit toute son importance du début pour devenir une organisation corporative. Seule la Fédération des cheminots, qui avait une tradition organisationnelle et groupait des ouvriers relativement politisés, réussit à échapper au contrôle gouvernemental. Son dirigeant le plus en vue, Noel Carvajal, menait une activité sur deux fronts : au P.I.R. et à la franc-maçonnerie ; il était en réalité un instrument de la réaction.

Ce fut dans ces conditions que le gouvernement Villarroel acquit une popularité comparable à celle du gouvernement Belzu qui avait aussi mobilisé les artisans et des populations autochtones contre les seigneurs fonciers. En s'organisant et en luttant autour du gouvernement Villarroel, les masses croyaient lutter pour leur propre libération, pour leur bien-être. Au départ, elles croyaient que ce gouvernement était le « leur » et qu'il allait se charger de satisfaire leurs aspirations en luttant contre le patronat. Mais l'expérience éveilla bientôt dans les masses un esprit critique à l'égard des limitations du programme « progressiste » gouvernemental. Leurs revendications devenaient de plus en plus nombreuses et elles étaient exigées d'une manière ultimative. La mobilisation des masses créa par sa propre dynamique les prémisses d'une opposition à la politique représentée par Villarroel. Un regroupement révolutionnaire des exploités s'ensuivit dont le mot d'ordre central était la nationalisation, sans indemnité, des mines, ce qui signifiait un défi à l'égard du gouvernement qui avait montré toute son impuissance à réaliser son programme dit de libération nationale. Ce processus de radicalisation com-